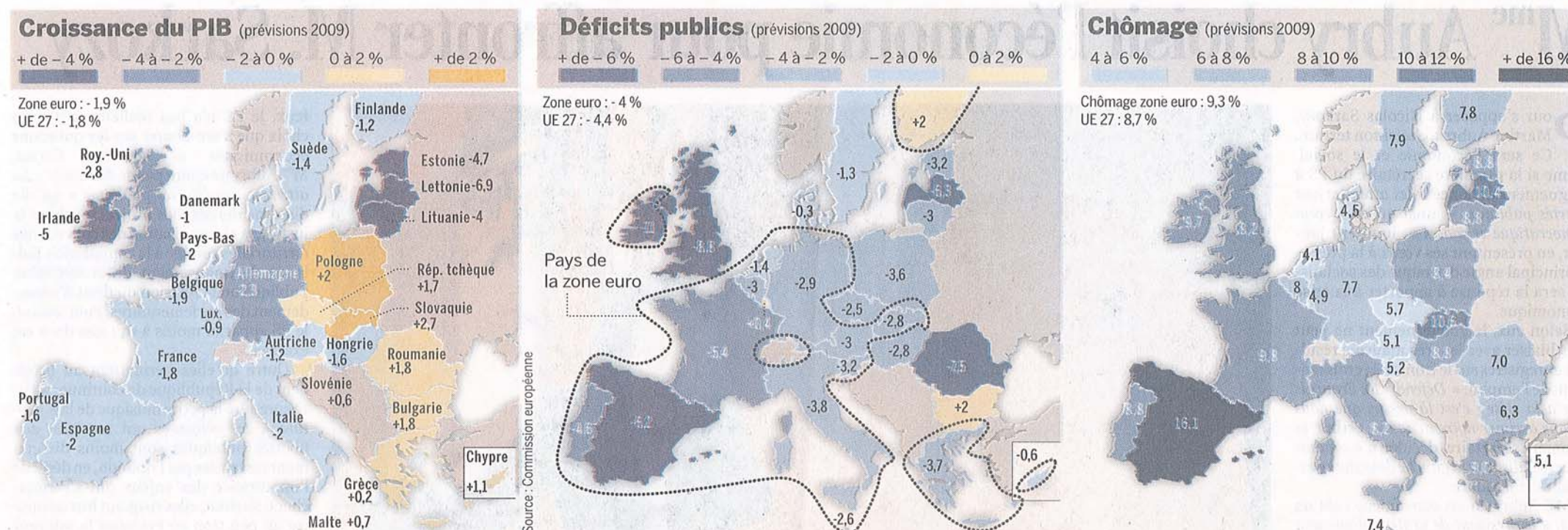


L'endettement met à l'épreuve la cohésion de la zone euro



Les prévisions économiques de la Commission européenne laissent entrevoir un net creusement des déficits publics

BRUXELLES
BUREAU EUROPÉEN

Joaquín Almunia, le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires, a rejeté, lundi 19 janvier, toute perspective d'« éclatement » de la zone euro. Récession inédite, déficits records, endettement massif, le souffle de la crise économique met cependant à rude épreuve la cohésion de l'union monétaire. En 2009, son produit intérieur brut devrait reculer de 1,9 %, d'après les prévisions en forte baisse dévoilées lundi par la Commission. Dans les seize pays de la zone, le chô-

mage devrait passer de 7,5 % de la population active, fin 2008, à 10,2 % en 2010. A l'instar de l'Espagne et de la Grèce, les Etats membres les plus fragiles voient leur note financière révisée à la baisse par les agences de notation. Une série de pays en difficulté, dont la Grèce, l'Espagne mais aussi le Portugal, l'Irlande et l'Italie sont sanctionnés par les investisseurs internationaux : l'écart entre les taux consentis sur les emprunts d'Etat se creuse comme jamais depuis la création de la monnaie unique voici dix ans. Aujourd'hui, la crise oblige les Etats plus exposés à payer une prime de risque de plus en plus importante, qui alourdit d'autant leur refinancement. L'euro avait au contraire permis de faciliter la convergence entre les pays membres de la zone avec les taux les plus bas, ceux de l'Allemagne.

La situation donne des sueurs froides

aux dirigeants européens. Les ministres des finances de la zone euro n'ont pu ignorer le sujet lors de leur rencontre mensuelle, lundi soir, à Bruxelles. La pression persistante mise par les marchés de capitaux sur tel ou tel pays frappé par la récession pourrait accélérer son éventuelle défaillance. Cet automne, les Vingt-Sept avaient dû se porter au secours de la Hongrie, un pays non membre de la zone euro, avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale. Or, il n'existe pas de dispositif de ce genre pour soutenir un pays membre de l'union monétaire. En principe, les traités européens excluent même une telle initiative.

« La situation ne présente aucun élément qui nous inciterait à agir sur le court terme », a indiqué Jean-Claude Juncker, le président de l'Eurogroupe. En cas de nécessité, ce dernier a laissé entendre que

les Européens ne laisseraient pas au FMI « l'exclusivité » d'une opération d'assistance. M. Juncker et M. Almunia ont rencontré, lundi, le nouveau ministre des finances grec, pour lui demander de poursuivre l'assainissement des finances publiques de son pays. Pour le commissaire européen, le risque d'une défaillance d'un des Etats les plus fragiles n'est cependant « pas important ».

« Avis partagés »

Pour contourner la sanction des marchés, M. Juncker a par ailleurs proposé cet automne de créer une agence commune d'émission de la dette obligataire. Un tel dispositif pourrait permettre d'éviter la divergence des taux, puisque la dette émise par les pays de la zone euro le serait selon un barème unique, en mutualisant les risques. « Les réflexions existent, mais

les avis sont partagés », a reconnu M. Juncker lundi. L'Allemagne et la France s'opposent à un tel dispositif, contre l'avis de l'Italie. Faute de budget fédéral fort, les pays les plus solides craignent de devoir financer sur leurs deniers l'éventuel sauvetage des leurs voisins.

Enfin, les inquiétudes des marchés financiers contribuent à alimenter la controverse sur l'application du pacte de stabilité et de croissance, au sein de la zone euro et dans l'ensemble de l'Union européenne. D'après la Commission, douze des vingt-sept Etats membres – dont sept pays de l'euro – devraient voir leur déficit passer au-dessus du seuil de 3 % du PIB en 2009. Le dérapage pourrait atteindre 11 % en Irlande et 8,8 % au Royaume-Uni. Il se situera à 5,4 % en France et à 6,2 % en Espagne. M. Almunia s'est gardé d'annoncer le lancement de nouvelles procédures de déficit excessif. Il hésite à avancer dans cette direction, à l'heure où les Vingt-Sept multiplient les initiatives pour soutenir leur économie. La relance est un « impératif », a martelé Christine Lagarde.

La France prévoit un déficit public de 4,4 % du PIB en 2009